

D o c u m e n t s

LA POLITIQUE DU SULTAN HAMIT II ENVERS LES CHRÉTIENS, VUE PAR LES DIPLOMATES FRANÇAIS (1897)

Introduction

Après la guerre gréco-turque de 1897 et les succès militaires des Turcs, des diplomates français en poste à Constantinople constatent la résurgence du panislamisme. Le texte que j'ai l'honneur de vous présenter¹ provient des archives du Ministère français des Affaires Étrangères². Son rédacteur est à l'époque, l'attaché de l'Ambassade de France à Constantinople, R. Clause. Le document est daté du 27 octobre 1897 et a été rédigé sur la demande du directeur de M. Clause, vraisemblablement le conseiller de la même ambassade. Celui-ci, dans un rapport joint³ qu'il adresse au ministre français des Affaires Étrangères de l'époque, Hanotaux (1896-98)⁴, écrit que le rédacteur du document a été proposé depuis quelques mois par l'ambassadeur de France à Constantinople⁵ à un avancement au rang de 3ème secrétaire de l'Ambassade. Clause rédige son mémoire à la suite de l'étude d'autres mémoires de collaborateurs de l'ambassade ainsi que de la presse quotidienne et périodique dont il dispose à l'ambassade. Le mémoire est considéré comme une étude "conscientieuse", qui a été rédigée par un subordonné sur la demande de son

1. Communication qui a été donnée en grec au 7ème Congrès International d'Etudes, du Sud-Est Européen (Thessalonique, 29 août - 4 septembre 1994).

2. Archives du Ministère des Affaires Étrangères français, Turquie, Nouvelle série, vol. 165, série B, Carton 58, Dossier 6, ff. 191^a-215^b.

3. Op. cit. ff. 189^a-190.

4. Albert-Auguste-Gabriel Hanotaux est ministre plénipotentiaire de la France du 30 avril 1896 au 27 juin 1898. Voir B. G. Spiridonakis, *Empire Ottoman; Inventaire des mémoires et documents aux archives du Ministère des Affaires Étrangères de France*, Thessalonique, (Institut for Balkan Studies, n° 132), 1973, p. 448.

5. Pierre-Paul Cambon est ambassadeur de France à Constantinople de 1891 à 1898. Voir B. G. Spiridonakis, *op. cit.*, p. 460.

directeur, au sujet de la politique de l'époque (en 1897) du Sultan Hamit II envers les chrétiens. Enfin, le mémoire, dont le titre est *La politique du Sultan et le Panislamisme après la guerre turco-grecque*, porte le sceau du bureau du ministre en date du 31 octobre 1897, ainsi que, pour avoir été confié à la Direction des Affaires Politiques du ministère, la date du 1er novembre 1897.

Le rédacteur considère que la victoire de l'armée ottomane sur les Grecs en Thessalie en 1897 a provoqué une résurgence du panislamisme de l'Afrique aux Indes. Les gouvernements des états européens, dit-il, semblent incapables devant un tel phénomène d'influer en faveur des chrétiens. La presse quotidienne de Constantinople tient ses renseignements du Palais et du gouvernement, et les trois nouveaux journaux *Chalumat*, *Sabah* et *Ikdam* ne font qu'exalter la gloire de l'islam et ne cessent d'accuser les gouvernements des puissances européennes d'entraver chaque fois que celles-ci interviennent dans les affaires ottomanes les relations entre les musulmans et les rayas. Tandis que dans les mosquées les prédicateurs ravivent les sentiments patriotiques du peuple musulman, les autorités ne délivrent qu'avec difficulté les autorisations de se déplacer à l'intérieur du pays aux touristes étrangers et aux archéologues. D'ailleurs, selon le rédacteur, l'Anatolie est devenue aussi difficile d'abord pour les étrangers que l'est à la même époque la Chine centrale. En Turquie, la vie est devenue difficile pour les ressortissants et les militaires français qui travaillent pour les services de l'État turc, et c'est la raison pour laquelle nombreux sont ceux qui quittent le pays. Les Turcs n'essaient pas de faciliter la vie des Français dans leur pays, et, par exemple, ne reconnaissent même pas les diplômés de la Faculté de Médecine de Beyrouth. Il est désormais difficile, sinon impossible, d'obtenir un firman pour ouvrir une école ou une église chrétienne⁶. L'administration publique a généralement un comportement hostile envers les employés d'Europe occidentale.

Pire est la façon dont sont traités ceux qui sont soumis au Sultan dans les provinces de l'Empire⁷. Aucune des réformes qui ont été annoncées en Europe n'a commencé. Dans la région de Trébizonte, la seule réforme qui a débuté est l'arrêt provisoire des massacres. Selon le général Chakir Pacha, les musulmans en étaient non pas les instigateurs mais les victimes. Il soutient également que les Européens, avec les discours qu'ils adressent aux pauvres musulmans sur la liberté et la civilisation, font germer des idées révolution-

6. Archives du Ministère des Affaires Étrangères français, Turquie, Nouvelle Série, vol. 165, série B, Carton 58, Dossier 6, f. 195^a.

7. Op. cit. f. 195^b.

naires. La politique du Sultan divise le peuple. Les Kurdes ne cessent de faire des actes de banditisme et ne relâchent pas les femmes chrétiennes qu'ils enlèvent. La police locale n'intervient pas. Les tribunaux et le palais assurent l'impunité pour les méfaits commis à l'encontre des chrétiens⁸. Les collecteurs d'impôts achèvent la faillite d'un état en décomposition. Les habitants des provinces sont sans défense. Une cohabitation pacifique semble irréalisable et les réformes restent lettre morte. La nouvelle victoire de l'armée ottomane et le fanatisme des musulmans font désormais obstacle à une coexistence pacifique entre chrétiens et musulmans dans les provinces. Le droit du plus fort est de retour avec des retombées négatives dans le commerce, l'artisanat et l'agriculture. L'intervention des gouvernements étrangers devient difficile et chimérique par rapport à ce qu'elle était par le passé. Tout pousse à croire que le pays va vers l'anarchie. La nouvelle victoire des Turcs provoque la terreur chez les rayas. Tous les Grecs qui tentent de se réfugier sur le territoire grec sont punis de mort et les Arméniens qui résistent sont décimés, et cela en vue de leur extermination. Le raya chrétien humilié est impuissant devant le musulman⁹. Le rédacteur du mémoire juge la situation sans remède et ajoute que les interventions des ambassadeurs et des consuls n'auront que des incidences limitées car, selon lui, une intervention n'a jamais de résultat: les Turcs font des promesses, mais on ne voit jamais aucun résultat concret. Le rédacteur propose enfin l'intervention permanente de la France en faveur des chrétiens de l'Empire ottoman¹⁰.

La question de la Crète ne peut être réglée ni par l'envoi d'une armée internationale ni par l'intervention, effective, de l'armée ottomane. Et c'est ce qui, selon le rédacteur, éternise les rixes. La difficulté vient du fait que le Sultan ne retire pas ses troupes. Par ailleurs, les presses turque et allemande ont écrit que les Européens, qui ont promis de pacifier la Crète, ont contribué à la dégradation des relations entre les populations chrétienne et musulmane de l'île. Le journal *Sabah* a écrit que le Sultan va interdire le droit d'intervention aux grandes puissances en Crète, puisque celles-ci n'ont jusque là apporté aucun résultat. Le rédacteur considère aussi que les réformes ne sont plus appliquées en Crète alors que le Sultan avait fait des promesses à ce sujet le 7 mars 1897 et que des rumeurs avaient même circulé sur une prétendue installation d'un gouverneur ottoman dans l'île¹¹. Enfin, le rédacteur prévoit

8. Op. cit. f. 199.

9. Op. cit. f. 201.

10. Op. cit. f. 203.

11. Op. cit. f. 205^b.

des difficultés dans la résolution de la question crétoise dues au fait que les Ottomans ont gagné la guerre gréco-turque de 1897.

Le rédacteur considère les conséquences de cette victoire inquiétante pour la tranquillité des pays civilisés et pour la résolution des questions crétoise et arménienne. Après la victoire de l'armée ottomane, la Turquie encourage le prosélytisme panislamique particulièrement au Kurdistan, en Tripolitaine et dans les possessions européennes où le califat de Constantinople exerce son pouvoir religieux. Le Sultan redoute les idées libérales. C'est la raison pour laquelle le palais utilise davantage les Kurdes. Les mouvements et les révoltes sont incessants dans l'est de l'Empire. D'ailleurs, pour étouffer ces révoltes des Arméniens, le Sultan utilise les Kurdes qui vont piller les villages arméniens. Le maréchal Kurde Zekki Pacha s'est rendu maître de la région. Il est lié à la famille du Sultan, mais, en même temps, veut agir seul. Il nomme et renvoie lui-même des fonctionnaires en abusant du pouvoir que lui donne le gouvernement ottoman.

De la Libye au Maroc, des envoyés du Sultan féchauffent le fanatisme musulman, et en faveur du califat de Constantinople. Le cheik Zafer qui dirige toute cette action depuis Yldiz a des contacts incessants avec les cheiks de la Mecque et les responsables des différents grands groupes religieux islamiques. D'autre part, le Sultan, dans cet effort pour exploiter l'enthousiasme du peuple à la suite de la victoire de son armée, a envoyé des agents secrets en Tripolitaine, à Tunis, jusqu'aux frontières de l'Algérie, dans le but d'étendre la zone d'influence du califat de Constantinople. Au Soudan, des agents du Sultan veulent faire nommer un gouverneur. En Tripolitaine, alors que les Arabes refusaient auparavant d'entrer dans l'armée, sont organisés des corps d'armée. La propagande est telle parmi les populations ottomanes de l'est de l'Empire que les tribus indiennes, qui sont aux frontières des colonies britanniques et pour qui "européen" signifie "anglais", en apprenant la victoire de l'armée ottomane en Europe, ont cru que les Turcs avaient vaincu les Anglais... Cette situation doit provoquer une réaction de l'Europe et le premier cri d'alarme vient de Londres. La presse anglaise fait savoir que le Sultan pousse en secret les Indiens à se révolter contre les Anglais. On rapporte encore que l'émir Abdur-Rahman d'Afghanistan a envoyé une délégation à Constantinople. Lorsque les Anglais protestent à Constantinople, les Turcs démentent tout. Le journal anglais *Standard* entreprend de s'attaquer à la Turquie en mettant en doute les droits du califat de Constantinople avec la publication d'articles politico-religieux signés par le grand shérif de la Mecque. Dans le même but circulent des brochures qui proviennent de l'université religieuse du Caire. Derrière ces actions, il faut chercher, selon le rédacteur du mémoire,

la volonté politique anglaise d'enrayer le panislamisme qui est à l'origine des soulèvements des tribus indiennes. Mais la presse allemande veut, à la suite d'une intervention turque, minimiser le facteur anglais en attribuant les mouvements contre le califat de Constantinople à des mouvements de groupes religieux islamiques. Il est un fait, conclut le rédacteur, que d'une victoire facile un état ne peut acquérir aucune gloire, ni se présenter comme un organisme sain quand il est économiquement en faillite. Mais cette victoire militaire n'a fait que retarder d'un peu la chute, inéluctable selon le rédacteur, de l'Empire ottoman.

Et le rédacteur a raison. La chute ne tarde pas à venir. Simplement, "la victoire militaire (de 1897) n'a fait que la retarder d'un peu". Même si le mémoire n'est pas prophétique, il est un fait que le "grand malade" n'a pas été guéri, surtout avec l'arrivée du XXème siècle et bien qu'une constitution soit accordée en 1908.

Mais voyons les textes.

Ambassade de France
près
la Porte Ottomane
Direction Politique
Midi
No 241

Thérapie, 26 Octobre 1897

Envoie d'un travail de M. Clause,
sur la politique du Sultan et le
Panislamisme.

Son Excellence
Monsieur Hanotaux
Ministre des Affaires Étrangères

Monsieur le Ministre,

M. Clause, Attaché à cette Ambassade à qui j'avais demandé d'apprécier dans un rapport la politique actuelle du Sultan à l'égard des Chrétiens en basant son opinion sur les éléments d'informations que possède l'Ambassade, vient de me remettre son travail.

C'est une étude consciencieuse que je recommande très spécialement à l'attention de Votre Excellence; la recrudescence de l'orgueil des Musulmans et les difficultés constantes qui en sont la conséquence ou de leurs privilèges, le rôle agressif et tout nouveau que le Sultan fait jouer à la presse turque, tous ces faits devraient être signalés et font l'objet dans ce travail de remarques fort justifiées.

M. Clause a donné la preuve de soin et de l'intérêt avec lesquels il a suivi les travaux de l'Ambassade et pris connaissance des rapports de nos agents; il a montré aussi un réel esprit d'observation et du jugement. Je suis heureux d'avoir à signaler chez cet Attaché proposé il y a quelques mois par l'Ambassadeur pour le grade de troisième secrétaire, des qualités de travail et d'intelligence qui lui donnent des titres sérieux à la bienveillance de Votre Excellence.

Veillez agréer les assurances du respect avec lequel j'ai l'honneur d'être

Monsieur le Ministre
de Votre Excellence
le très humble et très
obéissant serviteur
J. De la Bouilinière

*La Politique du Sultan
et le Panislamisme
après la guerre turco-grecque*

Les succès de l'armée ottomane en Thessalie et en Grèce ont eu un grand retentissement dans tout le monde Musulman. En apportant un surcroît de confiance et de force aux populations mahométanes de l'Empire, la victoire a donné une autorité nouvelle à l'Administration du Sultan dans les Provinces, fortifié la diplomatie impériale en Europe et donné d'un nouvel essor l'idée panislamique en Afrique et jusque dans les Indes. L'orgueil, jadis assagi, du conquérant s'est trouvé tout-à-coup ravivé et voici qu'après des siècles de torpeur, les puissances latentes de l'Islam s'éveillent à nouveau, donnant naissance à un ensemble de faits qui méritent tout au moins d'attirer l'attention. Peut-être n'est-il pas inutile, dès à présent de préciser quelques uns de ces faits et d'en évaluer la portée.

Le Sultan attribue visiblement les ménagements des Cabinets européens vis à vis de son Gouvernement à la révélation récente qu'ils ont eue de la vitalité et de la puissance persistantes de l'Empire Ottoman. Et si même la longue expérience qu'il a acquise de la politique des Etats européens l'avertir que la lenteur apportée dans la solution des questions pendantes provient, pour la plus grande part, des difficultés d'une entente rapide entre les Grandes Puissances, tous ses actes tendent à présenter à ses sujets l'Europe chrétienne respectueuse et impuissante en face du turc vainqueur. La presse musulmane de Constantinople qui ne reçoit d'inspirations que du Palais ou de la Sublime Porte a quotidiennement recours aux mensonges les plus grossiers pour dénaturer l'action des Puissances. Des journaux ont été fondés après la guerre pour exalter la gloire de l'Islam et il s'imprime tous les jours dans le "Chalhumat", le "Sabah", l'"Ikdam", des articles tendant à démontrer

l'inefficacité et même les effets désastreux de l'intervention européenne qui "chaque fois qu'elle s'est manifestée dans les affaires Ottomanes n'a réussi qu'à envenimer les rapports entre musulmans et raïas".

Lorsque répondant à l'appel du Sultan qui avait sollicité la charité des Chefs d'États européens en faveur des familles des soldats morts en Grèce, les Souverains et le Président de la République faisaient parvenir à Yldiz des objets d'art pour être vendus au bazar de la Charité, organisé sous les auspices de S.M.I., on lisait dans les feuilles turques que "de somptueux cadeaux avaient été envoyés par les Gouvernements à S.M., en hommage à la gloire du Padichah victorieux".

Les prédicateurs des mosquées se livrent continuellement à des interprétations aussi ridicules des événements politiques et tandis que s'exaspèrent les sentiments patriotiques de la population musulmane, les Européens se voient traités avec desinvolture dans les administrations publiques et jusque dans la rue.

La Porte refuse d'accorder les lettres vizirielles aux étrangers, touristes ou archéologues, qui veulent pouvoir circuler librement dans l'intérieur. Deux ingénieurs français qui désirent visiter les mines d'Héraclée—une entreprise française— n'obtiennent pas les *teskérés* nécessaires; les administrateurs de la Compagnie, eux-mêmes, doivent subir des formalités nouvelles avant de se mettre en route. Deux protégés français sont arrêtés et emprisonnés sans motifs, l'un à Kérassunde, l'autre à Platana; un Suisse, également protégé français, est expulsé de Sivas. Bref, la Porte, craignant qu'ils ne racontent au retour ce qu'ils ont vu, ne veut plus laisser pénétrer les Européens dans les régions de l'Empire saccagées et dépeuplées pendant les événements de ces dernières années, et l'Anatolie est devenue subitement un pays plus fermé aux étrangers que ne l'est actuellement le centre de la Chine.

Quantité d'autres mesures arbitraires permettent de constater l'attitude nouvelle des fonctionnaires ottomans. L'importation d'un grand nombre de produits français devient impossible par suite des entraves de toutes sortes que la Douane oppose à leur mise en circulation. Les Ambassades ont du échanger pendant un mois des Notes avec la Sublime Porte avant que les préliminaires de paix fussent rendus exécutoires en ce qui concerne la libre circulation des navires grecs dans les eaux ottomanes. Les Français au service dn

Gouvernement ottoman, tant militaires que civils, ne reçoivent plus leur traitement depuis des mois et plusieurs d'entre eux sont décidés à quitter le pays, désespérant d'y pouvoir vivre. Le Drogman Chancelier de notre Consulat à Angora, soupçonné de porter des armes sur lui, s'est vu fouillé de force par la police turque. La Porte qui craint la surveillance de notre Vice-Consul dans la région toujours troublée de Marache s'oppose avec une violence nouvelle à lui accorder l'exequatur et demande son changement. Le Conseil de l'enseignement médical s'obstine à refuser de reconnaître le diplôme de notre Faculté de médecine de Beyrouth. Les autorités locales inventent chaque jour de nouvelles difficultés pour entraver le développement de nos établissements religieux et l'œuvre de nos missionnaires. Il est désormais devenu impossible d'obtenir un firman pour la construction d'une école ou d'une église. La Porte ne tient plus aucun compte des demandes d'indemnités que l'Ambassade n'a cessé de renouveler en faveur de nos nationaux lésés pendant les troubles de Constantinople, en Août 1896. L'agent du Lloyd Autrichien à Mersina a été dernièrement embarqué de force sans que le Consul ait été même avisé. Enfin partout les Administrations turques usent avec les Européens d'un sans-gêne agressif, parfaitement en rapport d'ailleurs avec l'impossibilité où se trouvent ces derniers de faire respecter les droits et privilèges que leur confèrent les traités.

L'influence de la victoire pèse plus lourdement encore sur les sujets chrétiens du Sultan dans les Provinces. Aucune amélioration n'est tentée dans l'Administration des Vilayets, aucune des réformes dont l'application a été solennellement promise à l'Europe n'est sérieusement prise en considération. Le gérant de notre Consulat de Trébizonde a eu, à cet égard, un entretien bien significatif avec le Maréchal Chakir Pacha, dont la "mission d'inspection pour l'application des réformes" ne semble avoir pour but réel que d'empêcher momentanément l'effusion du sang et de rendre compte au Palais des facultés imposables d'une population ruinée. D'après lui, les Musulmans auraient été les victimes et non les auteurs des massacres et il prétend rapporter des documents irréfutables sur la responsabilité enorme par les Comités et les Evêques Arméniens. La cause initiale du mal serait "la propagande religieuse et politique faite par les Européens qui, en vulgarisant parmi de pauvres gens des idées de liberté et de civilisation, en les instruisant de sciences

dont ils n'ont que faire au lieu de les laisser s'imprégner de l'esprit de l'Islam, les rend hostiles à tout ce qui est turc et les prépare au recrutement révolutionnaire". Et il demeure sous-entendu qu'il convient de s'opposer énergiquement au développement de nos écoles et à l'introduction de toute réforme émanant de l'influence de l'Europe.

Telles sont en effet les nouvelles théories professées ouvertement depuis quelque temps au Palais et à la Porte. Aussi nos Consuls signalent-ils des meurtres et de fréquentes paniques à Van, à Marache, à Orfa, à Trébizonde. L'attitude plus arrogante des Musulmans depuis la guerre et la persistance du régime administratif le plus abusif entretiennent dans la population chrétienne un état constant de nervosité.

Sans doute, le Sultan n'a, en ce moment, aucun intérêt à provoquer ou à laisser se produire des troubles. Il n'ignore pas que l'insuccès des efforts de son Gouvernement pour tirer profit d'une guerre victorieuse vient, en grande partie, des sentiments d'aversion qu'inspire à toutes les nations civilisées le Souverain qui a permis ou ordonné les massacres d'Asie-Mineure et de Constantinople. Aussi, l'a-t-on vu, ces derniers mois, multiplier dans les Provinces et dans la Capitale les ordres les plus rigoureux en vue du maintien de l'ordre. La bonne volonté éclairée de Valis, tels que Cadri Bey à Trébizonde, Enver Bey à Bitlis, Chenisi Pacha à Van, n'est d'ailleurs pas douteuse et peut être parviendront-ils, pendant quelque temps encore, à limiter les soulèvements des fidaïs sur la frontière persane et à conjurer de nouveaux massacres. Mais s'il est légitime de supposer que l'orgueil national satisfait et l'intérêt bien compris de l'Empire fasse taire aujourd'hui chez le Sultan et quelques hauts fonctionnaires les sentiments indérainables de méfiance et de haine contre les chrétiens, il n'en faut pas moins reconnaître qu'aucun ordre, aucune bonne volonté ne sont capables d'étouffer les rancunes irréconciliables qu'on s'est plu à semer entre les différents éléments de la population. Il n'est pas d'acte officiel qui puisse dissiper le souvenir du sang répandu. Les appétits qu'on a laissé librement s'assouvir renaissent nécessairement et il devient de plus en plus difficile de les réfréner. Au surplus, les Kurdes n'ont jamais fait trêve de brigandage en face des autorités complices ou incapables; leurs agas refusent de rendre les femmes chrétiennes enlevées; et ces crimes se perpétuent sous les regards bienveillants de la police

locale; les tribunaux et le Palais assurent toujours l'impunité contre les Chrétiens. Enfin les zapties collecteurs d'impôts n'ont pas rompu avec les exactions et les violences qui achèveront, à brève échéance, la ruine d'un pays déjà épuisé.

Les causes du mal sont permanentes et développeront, sans arrêt, leurs tristes conséquences en dépit de toute action extérieure, —si par hasard il devait s'en produire. Il n'est pas douteux que les populations des villages soient destinées à succomber peu à peu sous l'arbitraire et les vexations de tout genre auxquelles elles sont livrées sans défense. L'impuissance du Gouvernement est avérée, quelles que soient ses intentions, et malgré l'intérêt évident qu'il se reconnaît à suspendre momentanément l'exécution du plan primitif d'extermination. La pacification paraît désormais impossible et les réformes présentes ou à venir sont condamnées, de l'aven même des fonctionnaires, à rester lettre morte dans des contrées si profondément et irrémédiablement troublées.

Aussi bien, les faciles victoires de l'armée turque, en relevant la fierté des Musulmans et en surexcitant leur fanatisme religieux reculent indéfiniment les temps où mahométans et chrétiens parviendront à vivre en paix dans les mêmes provinces. Elles aggravent les effets de cette politique si extraordinairement paradoxale qui, en amenant le Gouvernement à reconnaître officiellement, au profit du plus fort, les bénéfices du meurtre, du vol, de la délation, de l'injustice, à porté un coup mortel au commerce, à l'industrie et à l'agriculture dans mes régions les plus riches de l'Empire et brisé tous les liens sociaux entre les individus. Enfin—et conséquence non moins grave du succès de cette campagne—une intervention sérieuse des Cabinets Européens est devenue plus difficile et plus chimérique encore que par le passé. Et rien ne s'oppose plus désormais aux paisibles progrès de l'anarchie existante.

En face des Turcs victorieux, la timidité et la faiblesse des populations chrétiennes de l'Empire sauroit de jour en jour. Les Grecs raïas qui tentent de fuir en Grèce sont mis à mort, aussitôt arrêtés. Les Zeitounlis sont décimés un à un autour de leur citadelle par les émissaires des beys qui ne leur pardonnent pas de les avoir jadis forcés à capituler. Et les Arméniens militants, en ayant recours au crime et aux révoltes partielles vont tout juste à l'encontre du but poursuivi et l'absurdité des moyens qu'ils emploient les mène droit à l'abolition définitive de leur nation.

Abattu, avili, traqué, le raïa n'obtient le droit à la vie qu'en s'abritant de ruses hypocrites et de fourberies, et tandis qu'il s'asservit chaque jour plus avant, le Turc satisfait du succès librement savouré de son œuvre de violence et de mort, glorieux de ses récents triophes, contemple, plus méprisant encore que par le passé, le spectacle immémorial de l'abaissement ignominieux des races chrétiennes.

Cette situation est —nous l'avons montré— actuellement sans remède. Le mal peut-il du moins être atténué par l'action diplomatique des Consuls et de l'Ambassade? —Sans doute, mais dans une mesure très restreinte.

Les avertissements des Agents aux Valis, les réclamations des Drogmans à la Sublime Porte, ne sont certainement pas toujours inutiles. Qu'il s'agisse du maintien de l'ordre, des abus du haut commandement militaire, de la condamnation des assassins, de l'exécution des sentences prononcées par les tribunaux ou de quelque incident concernant nos protégés, l'Ambassade demande aussitôt l'envoi d'instructions appropriées et précises aux autorités locales. Les démarches, il est vrai, sont rarement suivies d'effet. L'immixtion des Agents de la diplomatie étrangère dans les affaires intérieures du pays est devenue plus difficile qu'autrefois et est à peine tolérée. On obtient bien des assurances satisfaisantes mais les résultats effectifs sont souvent nuls et, dans tous les cas, toujours incomplets. Puis les affaires de ce genre sont tellement fréquentes que la Porte en arrive, malgré l'envoi de notes sans cesse réitéré —et en raison même de la fréquence de ces communications—à les confondre avec les affaires courantes auxquelles on n'attribue pas d'importance spéciale.

L'expérience a démontré combien était illusoire l'intervention concertée des Puissances dans les questions de politique intérieure en Turquie. Mais si les intérêts supérieurs de la paix et de la politique de la France en Europe, nous interdisent l'emploi de toute action isolée et par là privent peu à peu notre diplomatie de tout moyen vraiment efficace de se faire entendre dans ce pays, il est utile cependant—dans la sphère restreinte où nous pouvons agir—de multiplier sans relâche nos efforts afin de ne pas laisser prescrire, durant cette période critique, nos droits séculaires à la protection des chrétiens d'Orient et pour ne pas renoncer aux avantages matériels, qu'elle nous procure.

La victoire de l'armée ottomane, que la crainte de complications plus grandes, pouvant résulter d'une fortune contraire, avait amené finalement l'Europe à considérer comme un événement favorable, lui a fait perdre, par contre, en Crète comme en Anatolie, la possibilité de parvenir à une solution satisfaisante.

L'affaire crétoise—l'opinion est unanime à cet égard— ne peut se résoudre ni par le maintien des forces militaires internationales ou le renvoi de nouveaux contingents ni par le débarquement d'un ou de plusieurs corps d'armée ottomans. Ce serait, dans les deux cas, en raison de la complexion du pays, prolonger indéfiniment les troubles et provoquer le recommencement d'une lutte barbare et sans issue. La difficulté capitale—et qui, si elle était réglée trancherait d'un seul coup toutes les autres—provient de ce qu'il a été impossible jusqu'à présent, d'obtenir du Sultan le rappel des troupes ottomane. Or, depuis la signature des préliminaires de paix, le Sultan prescrit à ses Ambassadeurs de présenter aux Ministres des Affaires Étrangères des Grandes Puissances, des circulaires tendancieuses et la Sublime Porte fait imprimer dans les journaux turcs et allemands des articles où il est démontré que "les Européens qui ont promis de pacifier l'Île n'ont fait, par leur intervention, que perpétuer l'insurrection et empirer les rapports entre crétois musulmans et crétois chrétiens—et qu'il ne pouvait d'ailleurs en être autrement". "Au point de vue du droit international, lit-on dans le "Sabah", les légistes les plus consciencieux estiment que l'inexécution de l'engagement pris par les Puissances vis-à-vis de la Turquie implique la déchéance—après sept mois d'expérience et d'insuccès de l'espèce de convention bilatérale par laquelle S.M. a confié aux Cabinets européens le soin de rétablir l'ordre en Crète. En conséquence, le Gouvernement Imperial ne peut consentir plus longtemps à la prolongation d'un état de choses aussi pitoyable dans une Province de l'Empire et récupère le droit de prendre, seul, les mesures propres à assurer la tranquillité et la prospérité de la population restée fidèle". Il n'est plus question, bien entendu, de l'organisation de l'autonomie telle qu'elle a été imposée par les Puissances puis ratifiée par le Sultan le 7 Mars dernier; et contrairement aux engagements pris, on discute la candidature d'un sujet ottoman pour remplir les fonctions de Gouverneur.

Il n'y a pas lieu de s'étendre plus longuement ici sur la question crétoise, mais il était nécessaire d'indiquer combien la victoire, en

augmentant les prétentions de la Porte, a rendu plus inextricable une affaire qui, en égard aux intérêts divergents des Puissances, ne comportait déjà qu'une solution assez précaire.

Des symptômes peut être plus inquiétants pour la tranquillité des nations civilisées que les complications des affaires crétoises et arméniennes résultent de la recrudescence, après la guerre, du proselitisme panislamique sur les confins de l'Empire, dans le Kurdistan, en Tripolitaine et surtout dans les régions où les Puissances européennes possèdent des territoires peuplés de Musulmans sur qui s'exerce l'autorité religieuse du Khalife de Constantinople.

Abdul-Hamid effrayé de la Propagande faite par la Jeune Turquie parmi les plus éclairés de ses sujets et redoutant, pour l'avenir de l'Islam autant que pour sa sûreté personnelle, la diffusion des idées libérales dans l'Empire a choisi quelques arabes et plusieurs Kurdes pour en faire des instruments de Gouvernement. Moins aptes à s'assimiler les idées européennes et plus foncièrement fanatiques, ils lui rendent le double service, comme conseillers au Palais et comme fonctionnaires dans les Provinces d'espionner et de contenir les Turcs acquis aux idées nouvelles d'entretenir au loin des relations utiles à l'extension de son autorité politique et religieuse.

Dans toute la région qui s'étend entre le Tigre et l'Euphrate supérieurs, de Malatia à Van et jusqu'au delà de la frontière persane, l'état de troubles est endémique. Le Sultan s'efforçait naguère de se concilier ces populations turbulentes et mal soumises en leur laissant pleine liberté de piller les villages des Arméniens, de les exproprier de leurs biens et de les massacrer. Le maréchal Kurde Zekki Pacha est le maître intangible de ce territoire. Allié à la famille Impériale, mais très indépendant, il a su prendre un ascendant redoutable sur les Kurdes en favorisant leurs appetits et en les faisant armer (formation des Régiments Hamidiès). Il fait nommer ou destituer à sa volonté les fonctionnaires dans plusieurs provinces et se trouve actuellement assez fort pour soustraire toute la contrée à l'autorité du Sultan, si telle était sa fantaisie. Mais satisfait de la liberté abusive que lui laisse le Gouvernement Impérial contraint de ménager sa puissance, fier des récentes victoires des Turcs, il semble désormais que Zekki Pacha ait affermi l'influence du Sultan sur les populations Kurdes.

Depuis les hauts plateaux de Lybie jusqu'à la côte occidentale

du Maroc, dans toute la région du Maghreb, des émissaires partis de Constantinople échauffent la fanatisme musulman au profit du Khalife de Constantinople. Le Cheikh Zafèr dirige le mouvement du Palais de Yldiz où il réside. Il est en relation constante avec les Cheikhs de la Mecque et les chefs des sectes religieuses arabes, principalement les Sénoussis, dont le prosélitisme s'exerce dans toute l'Afrique mahométane jusque dans le Soudan.

Désireux d'exploiter l'enthousiasme causé dans toutes ces régions par la nouvelle de la "défaite des chrétiens par les soldats de l'Islam", le Sultan envoie un grand nombre d'agents secrets en Tripolitaine, en Tunisie, sur la frontière de l'Algérie, et les négociations de la Porte, récemment reprises, en vue d'établir une mission ottomane à Tanger, si elles aboutissent au résultat qu'on poursuit ne tendent à rien moins qu'à développer jusqu'aux côtes marocaines de l'Océan Atlantique l'influence du Khalifat de Constantinople.

Des intrigues se nomment également dans les régions méridionales du Soudan égyptien. Des émissaires du Mehdi de Khartoum sont arrivés récemment à Constantinople chargés de remettre des lettres au Sultan pour le féliciter de ses victoires, lui demander d'oublier le passé, l'assurer que le Soudan lui était ouvert et le prier de désigner un Gouverneur. On ne voulu pas reconnaître la qualité officielle de cette mission ou bien elle ne put l'établir; toujours est-il qu'il ne fut pas tenu compte, à la Porte des propositions formulées. Mais il y a là un indice qui méritait d'être signalé.

En Tripolitaine, les arabes s'étaient jusqu'à présent soustraits à l'obligation du service militaire qu'ils considèrent comme le signe de l'esclavage. La fantaisie de leur caractère les rendait d'ailleurs impropres à toute discipline et leur dispersion ne permettait guère de les recruter. Mais le Sultan confiant dans la renommée de ses victoires à présent, il y a quelques semaines la formation à Tripoli de Régiments Hamidiés analogues à ceux qu'il a créés dans le Kurdistan, et les principaux chefs arabes, répondant à l'appel du Gouverneur de la Province, se sont rassemblés pour faire solennellement profession de loyalisme à S.M.I. Des armes ont été distribuées aux nouvelles troupes; les fusils leur sont, il est vrai retirés après les exercices, mais il est évident que le jour venu, le Sultan pourra se servir utilement des ces nouvelles recrues bien armées et exercées.

Le Cheikh des Sénoussis de la Mecque vient de s'embarquer à Djeddah avec un certain nombre d'ulémas pour se rendre en

Tripolitaine. Son activité est très appréciée d'Abdul Hamid et il est à croire qu'il obéit à des directions venues du Palais. On peut craindre qu'il ne se rende sur les frontières de nos possessions et sa présence n'y serait pas sans danger parmi des populations où l'arrivée des nouvelles du théâtre de la guerre étaient accueillies avec une exaltation confinant à la révolte.

Enfin, d'un grand nombre de points de l'Asie Musulmane, de Colombo à Caboul, des adresses de félicitations sont parvenues au Sultan. Il est malaisé de savoir si l'effervescence guerrière qui règne actuellement chez les tribus indiennes voisines de la frontière anglaise est spontanée et causée uniquement par la peste, la famine et la misère, ou bien si elle est due, dans une mesure quelconque, à une action venue de l'extérieur. Les éléments d'information manquent et on en est réduit aux inductions. Les émissaires du Palais et les missionnaires musulmans procèdent d'ailleurs avec une prudence qui défie toute surveillance, du moins en Turquie. Mais le commencement des troubles s'est trouvé coïncider avec la diffusion du bruit des victoires turques. On conçoit facilement que ces peuplades profondément ignorantes, ne connaissant en fait d'Européens que les Anglais et pour qui tout chrétien est anglais, se soient figuré que les soldats battus par le Padichah ne pouvaient être que des sujets de S.M. Britannique. Et, leur fanatisme s'excitant, ils ont cru le moment favorable pour déchaîner toutes leurs forces contre l'oppresser momentanément affaibli qu'ils rendent responsable de tous les maux dont ils souffrent.

Un pareil développement de la politique panislamique devait nécessairement rencontrer de l'opposition de la part des Gouvernements qui s'en trouvaient le plus atteints. C'est de Londres qu'est parti le premier cri d'alarme. Tout d'abord une violente campagne a été menée dans la presse pour montrer la main du Sultan poussant clandestinement les Indiens à la révolte contre le Gouvernement de la Reine et l'on faisait grand bruit d'une Ambassade Afghane que l'Emir Abdurrahman aurait envoyée à Constantinople. En même temps Lord Salisbury prescrivait à Sir Ph. Currie d'adresser des remontrances à la Sublime Porte et de tenir la main à ce qu'aucun agent provocateur ne partit de Constantinople dans la direction des Indes. Mais l'Ambassade Afghane n'avait jamais existé et l'intervention du Sultan ne fut être prouvée. Il fallut abandonner ce système.

Le "Standard" a inaugurées ces jours derniers, une tactique plus habile. Le journal, très lu dans le monde entier, s'institue tout à coup le vulgarisateur des théories religieuses et politiques du Grand Chérif de la Mecque et, en rappelant les souvenirs des anciens Khalifes de Cordone, de Bagdad et d'Alexandrie, il conteste les droits au Khalifat du Sultan de Constantinople. Si les articles savamment documentés du "Standard" n'étaient qu'un fait isolé, il n'y aurait pas lieu d'attacher autrement d'importance à une discussion historique qui ne saurait avoir qu'une valeur littéraire et toute platonique en présence d'une situation acquise et de la possession de fait dont bénéficie depuis des siècles le chef du plus puissant Etat musulman. Mais cette polémique de l'organe anglais se produit concurremment avec une campagne très vive menée dans le même sens en Egypte et en Syrie. Des brochures en langue arabe provenant de l'Université religieuse de la Djami Ezhéré (du Caire) sont distribuées à profusion dans ces deux Provinces. Bien que les Arabes aient souvent refusé de reconnaître les droits de la maison d'Osman au Khalifat, il est difficile d'admettre, dans le cas présent, une initiative spontanément prise par le Grand Chérif de la Mecque. Ses prétentions n'ayant jamais été efficacement appuyées, il a depuis longtemps renoncé à toute propagande active contre le Sultan de Constantinople. Mais par contre, l'identité des théories émises par les ulémas de l'Ezhérie et les rédacteurs du "Standard" ne permet guère de douter que l'Angleterre, trouvant le moment opportun pour ranimer d'anciennes querelles, n'exerce son influence en Egypte pour combattre le panislamisme ottoman auquel elle attribue, pour une part, l'insurrection des tribus indiennes.

La presse allemande cherche à détruire l'effet de ces manœuvres de la politique anglaise en désignant les Sénoussis comme les seuls auteurs du mouvement et cette secte agirait suivant la "Gazette de Cologne" (19 octobre) en dehors de l'influence du Sultan qui se desintéresse de son action. Cette riposte évidemment inspirée par la Sublime Porte, ne répond pas à la réalité des faits et elle indique combien le Sultan est préoccupé de cette agitation née d'hier. Le Iradé récent d'expulsion des Egyptiens de Syrie témoignait d'ailleurs suffisamment de son inquiétude.

Quoi qu'il en soit nous ne pouvions terminer un travail tendant à mettre en lumière la puissance envahissante des Turcs depuis l'issu

de la guerre sans mentionner les symptômes de réaction qui commence à apparaître.

Au reste ce serait le fait d'un esprit pessimiste où paradoxal que de prêter une trop grande valeur à tout cet étalage de force et de grandeur. Il est impossible, en effet, qu'un pays, financièrement ruiné, où s'est irrémédiablement établi un régime administratif qui ne sait tenir aucun compte des conditions matérielles et morales nécessaires au fonctionnement normal des relations politiques et sociales et dont la substance est, j'ose dire, aussi vernoulue puisse par la vertu de quelques faciles victoires, reconquérir un organisme sain et solide. Toutefois les succès de la guerre ont enrayé pour un moment le déclin de l'Empire en le parant d'une puissance factice, et peut-être n'était-il pas sans intérêt de manquer les procédés auxquels le Sultan a recours pour entretenir cette vie apparente et conviendrait-il aussi d'indiquer les dangers qui, résultant pour les Puissances Européennes de cette politique, doivent, plus tard, par une sorte de choc en retour, amener l'heure de la déchéance fatale.

R. Clausse

Le 27 Octobre 1897

3 58 6

191

La Politique du Sultan
et le Panislamisme
après la guerre turco-grecque

Les succès de l'armée ottomane en Thessalie et en Épire ont eu un grand retentissement dans tout le monde musulman. En apportant un surcroît de confiance et de force aux populations mahométanes de l'Empire, la victoire a donné une autorité nouvelle à l'Administration du Sultan dans les Balkans, fortifié la diplomatie impériale en Europe et donné d'un nouvel essor l'idée panislamique en Afrique et jusque dans les Indes. L'orgueil, jadis assagi, du conquérant s'est trouvé tout à coup ravivé et —

Toutefois, les succès de la guerre ont
 entraîné pour un moment le
 déclin de l'Empire en le
 garantissant d'une puissance factice
 et peut-être n'était-il pas sans
 intérêt de marquer les procédés
 auxquels le Sultan a recours pour
 entretenir cette vie apparente et
 convenait-il ^{enfin} d'indiquer les
 dangers qui résultent pour les
 puissances européennes de cette
 politique, doivent, plus tard, par
 une sorte de choc en retour, amener
 l'heure de la déchéance fatale.

R. Clusseau

Le 27 Octobre 1897